

## **Combien faut-il vraiment économiser pour réduire le déficit en 2026 ?**

Titre(s) : Combien faut-il vraiment économiser pour réduire le déficit en 2026 ? [[périodique] ]

Ensemble : Alternatives économiques 463

Editeur, producteur : 01/10/25

Description matérielle : pp.22-23

ISSN : 0247-3739

Note sur la description matérielle : 2

Résumé ou extrait : 44 milliards d'euros d'économies avancés par François Bayrou pour réduire le déficit en 2026 comprennent environ 30 milliards d'économies sur les dépenses et 14 milliards de recettes nouvelles. Ce calcul est contesté par Eric Heyer (OFCE), qui souligne que certaines recettes exceptionnelles de 2025, notamment sur les grandes entreprises et les hauts revenus, disparaîtront en 2026, entraînant près de 10 milliards d'euros de recettes fiscales en moins. De plus, la méthode de calcul de Bayrou surestime l'effort budgétaire en comparant les dépenses à une trajectoire où aucune mesure n'est prise, ce qui revient à mesurer une moindre augmentation plutôt que de réelles économies. L'effort réel sur les dépenses serait de 15 milliards, et l'effort budgétaire total du plan Bayrou serait donc d'environ 20 milliards, et non 44 milliards. Yaël Braun-Pivet évoque un objectif de 35 à 36 milliards d'euros pour respecter les engagements européens, tandis que le contre-budget du Parti socialiste propose 21,7 milliards d'économies. Le déficit anticipé pour 2025 est de 5,4 % du PIB, et pour atteindre un déficit de 4,6 % en 2026 (objectif avancé par Bayrou pour revenir sous les 3 % en 2029), il faudrait réduire le déficit de 0,8 point, soit 23,3 milliards d'euros à trouver, selon Cyprien Batut (Institut Avant-garde). Ce montant est bien inférieur aux 44 ou 35 milliards évoqués par l'exécutif. L'Union européenne permet d'étaler l'effort budgétaire sur plusieurs années, autorisant la France à repousser de deux ans le retour sous les 3 % de déficit, à condition d'engager de nouvelles réformes pour assurer une trajectoire viable de la dette. L'UE évalue le respect des règles budgétaires non pas sur le niveau du déficit mais sur la trajectoire des dépenses primaires nettes, qui excluent notamment les charges d'intérêt de la dette, les dépenses conjoncturelles d'indemnisation du chômage et les dépenses financées par des fonds européens. La France s'est engagée auprès de l'UE à limiter la croissance de ses dépenses primaires nettes à 0,7 % en 2026, alors que le Conseil de l'UE recommande une hausse maximale de 1,2 % par an jusqu'en 2028, puis 1,1 % en 2029. Cela correspond à un effort structurel d'environ 23 milliards d'euros à intégrer dans le budget 2026. L'OFCE souligne que les effets négatifs d'une consolidation budgétaire sur la croissance, le chômage et l'écart de production sont d'autant plus faibles que l'ajustement est étalé dans le temps. L'impact sur la croissance dépend du type de mesures adoptées : réduire l'investissement public a un effet plus négatif sur l'activité que de contenir certaines dépenses de fonctionnement non productives ou d'augmenter certaines recettes. Augmenter les impôts est présenté comme une option efficace pour réduire le déficit. Les partis politiques doivent donc négocier le budget 2026 en tenant compte de ces éléments, en privilégiant la manière d'atteindre la consolidation budgétaire plutôt que le seul montant des économies à réaliser.

Sujet - Nom commun : Dettes publiques  
Politique économique -- France